

Paris, le 29 octobre 2010

Réponse du SNPAA à la Consultation ILUC

Le SNPAA, Syndicat National de Producteurs d'Alcool Agricole représente les producteurs français d'Alcool Agricole et est basé à Paris.
Il est membre de l'UEPA, basé à Bruxelles.

Question 1 :

Considérez-vous que le travail analytique cité en référence [par la Commission] et/ou d'autres analyses dans ce domaine, fournissent une base solide pour déterminer quelle est l'importance de l'ILUC résultant de la production de biocarburants ?

La Commission a proposé plusieurs études, notamment "The Impact Of Land Use Change On Greenhouse Gas Emissions From Biofuels And Bioliquids", qui montre une forte variabilité de la mesure des impacts des changements indirects d'affectation des sols. En effet, les données utilisées sont très insuffisantes, et de qualité variable et les modèles utilisés sont imprécis. Le JRC a comparé des modèles dans 2 études qui indiquent que les hypothèses retenues font fortement varier les résultats, en particulier sur les coproduits, l'évolution des rendements et sur la quantité de surfaces agricoles mobilisées dans les PVD.

L'étude Ademe de publiée en avril 2010 en France « [Analyses de Cycle de Vie appliquées aux biocarburants de première génération consommés en France](#) » comprend une étude de sensibilité de l'impact des changements indirects d'affectation des terres qui indique quel l'effet de cet impact peut être soit négatif, soit positif selon les hypothèses retenues.

Question 2 :

Sur la base des éléments disponibles, pensez-vous que l'UE doit mener une action de maîtrise de l'ILUC ?

Selon des études disponibles, on ne peut pas conclure sur l'impact des changements indirects d'affectation des terres liés à la production de biocarburants

L'Union Européenne pourrait faire la promotion de programmes de préventions sur les changements directs ou indirects d'affectation des terres dans certaines régions du monde. La Directive pour la promotion des Energies renouvelables a déjà établi des critères sur les terres susceptibles de produire des biocarburants

Question 3 :

Si une action doit être réalisée, et si cela pour conséquence d'encourager une plus grande utilisation de certains biocarburants et/ou la moindre utilisation d'autres biocarburants que cela aurait été autrement, il serait nécessaire d'identifier ces catégories de biocarburants en se basant sur les travaux d'analyse. Ainsi, pensez-vous qu'il est possible de tirer des conclusions suffisamment solide sur le fait que l'ILUC puisse varier en fonction de :

- ☐ ***La matière première***
- ☐ ***L'origine géographique***
- ☐ ***La politique foncière***

Il y a déjà des limitations importantes dans les modèles d'évaluation de l'ILUC en général. Des données fiables et détaillées manquent encore aujourd'hui pour pouvoir attribuer des effets à certaines matières premières, à des origines géographiques ou à des politiques foncières.

On ne peut donc retenir aucune des trois options proposées pour définir un traitement différent de chaque type de biocarburant par rapport à un impact sur changements indirects d'affectation des terres.

Question 4 :

En se basant sur vos réponses précédentes, quelle type d'action vous semble appropriée.

4-a) N'engager aucune action à ce stade, tout en surveillant les impacts y compris les tendances de certains paramètres clés et, si approprié, proposer des mesures correctives ultérieurement.

Comme il n'est pas possible de mesurer un éventuel effet dû à des changements indirects d'affectation des sols du fait des biocarburants, en émissions de carbone évitées ou provoquées, l'UE ne devrait pas appliquer un facteur d'émission ILUC aux biocarburants. Il faut poursuivre et approfondir les études scientifiques pour donner une base scientifiquement vérifiée aux analyses sur changements indirects d'affectation des sols.

4-b) Encourager une plus grande utilisation de certains biocarburants

La directive EnR favorise des biocarburants supposés être moins émetteurs de gaz à effet de serre, par exemple l'énergie des biocarburants issus des déchets et résidus compte double dans le calcul des taux d'incorporation d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie des transports. Parallèlement, l'énergie de l'électricité issue de sources renouvelable est comptée pour 2,5 fois. Mais de ce fait, cela réduit de moitié les quantités évitées de gaz à effet de serre, et les quantités d'énergie renouvelable utilisées. .

La pertinence de favoriser des biocarburants issus de déchets et résidus ou l'électricité issue de sources renouvelables, utilisée dans les transports, devrait être régulièrement revue, en étendant les analyses de cycles de vie à toutes les formes d'énergies, et en identifiant les dérives, y compris sur les effets directs ou indirects sur changements d'affectation des sols (fermes solaires etc). Il faut aussi tenir compte d'effets bénéfiques des cultures destinées aux biocarburants qui produisent également des coproduits riches en protéines destinés à l'alimentation animale et qui peuvent remplacer des importations de tourteaux provenant de zones affectées par de grands changements d'affectation des sols.

4-c) Décourager l'utilisation de certaines catégories de biocarburants

Préciser les catégories de biocarburants concernées et pourquoi, ainsi que le type de mesure qu'il faudrait prendre, par exemple :

- ☐ ***Augmenter les exigences de gains en GES de certains biocarburants***
- ☐ ***Imposer des critères de durabilité additionnels sur certains biocarburants (par exemple en exigeant l'utilisation de pratiques qui aiderait à limiter les émissions ILUC de GES)***
- ☐ ***Attribuer une quantité d'émission de GES relative à l'ILUC à tous les biocarburants qui sont issus de ressources cultivées.***

Non, on ne peut pas actuellement décourager l'utilisation de certains biocarburants sur la base d'effets ILUC car il n'y a pas de base scientifique sur la mesure de ces effets éventuels.

Par exemple aux Etats-Unis, l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre liés aux changements d'affectation des sols varie du simple au double selon les études. .

En France, l'étude ACV pilotés par l'ADEME donne des scénarios très dispersés avec des effets ILUC très positifs ou très négatifs.

Les progrès de la productivité agricole peuvent éliminer tout changement d'affectation des sols en éliminant le besoin de surfaces supplémentaires.

Si un facteur ILUC était imposé cela serait entièrement arbitraire et ignorerait les capacités d'adaptation des filières agricoles à la demande et aux enjeux environnementaux. Face à un problème complexe, il est préférable de partir des réalités régionales pour prendre en compte les particularités géographiques, agronomiques, réglementaires qui peuvent éclairer sur l'éventualité d'un impact ILUC.

L'effet bénéfique des coproduits pour l'alimentation animale doit impérativement être pris en compte.

Dans le cadre de la Directive, le niveau d'exigence de réduction des gaz à effet de serre, en tenant compte des changements d'affectation des sols, est déjà élevé et croissant avec 35% de réduction puis 50% voire 60% pour les nouvelles usines à partir de 2018.

4-d) Prendre d'autres types de mesures, lesquelles ?

Dans l'Union Européenne, la PAC est un outil efficace de gestion de l'affectation des terres. L'UE est ainsi en avance sur de nombreuses régions du monde dont les politiques agricoles sont peu développées ou moins efficaces.

La Directive EnR , dans son article 18§5 permet à l'UE de s'assurer auprès des pays tiers qu'ils veillent à éviter les changements d'affectation des terres et en cas non refus d'appliquer ces règles, l'UE devrait imposer un facteur régional sur l'impact ILUC.

Les productions européennes de bioéthanol bien, qu'en croissance, sont, en 2009/2010, déjà 5 fois inférieures à celles du Brésil et 10 fois inférieures à celles des USA, qui continuent tous les deux à prévoir de fortes croissances.

Il convient de s'assurer que les mesures prises par l'Union Européenne n'aient pas pour effet principal de favoriser les productions dans ces régions dans lesquelles elle n'aura que peu d'influence, alors qu'elle peut encourager une production européenne respectueuse de l'environnement car très encadrée par la PAC et les exigences déjà connues de la Directive EnR.

Pour le SNPAA
Sylvain Demoures
Secrétaire Général